

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°3. Avril 2003. Prix : 0,50 €. Soutien : 1 €.

Guerre en Irak :

POUR LA DÉFAITE
DE L'AGRESSION IMPÉRIALISTE !

VIVE LA RÉSISTANCE
ARMÉE DU PEUPLE IRAKIEN !

Montée de la lutte de classe en France :

METTRE EN ÉCHEC
LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE DE
CHIRAC-RAFFARIN: PRÉPARER
LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Qui sommes-nous ?

Le *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), récemment constitué sur la base du « Programme CRI » (lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être appropriés collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le *Groupe CRI* cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales du capital, les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

bien que, depuis près de soixante-dix ans, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, en particulier de la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale, ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, tout en maintenant à leur manière, sous une forme ou sous une autre, une certaine « continuité déformée » du communisme révolutionnaire internationaliste, les organisations actuelles, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes (opportunistes et/ou sectaires)**, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière vraisemblablement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues dans ce pays, de la direction centriste droitiste (opportuniste-réformiste) de la « Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (la L.C.R. en France), de la direction centriste trade-unioniste (para-syndicale) et « démocrate » de la « Quatrième Internationale » dite « lambertiste » (en France, le C.C.I., auquel se réduit pratiquement le P.T.), et de la direction centriste sectaire-attentiste de l'« Union Communiste Internationaliste » (L.O.).

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), **le Groupe CRI considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de la IVe Internationale**, contre lesquels il lutte politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la reconstitution inévitable des forces qui construiront réellement la IVe Internationale, le *Groupe CRI* entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire internationaliste).

Numéro ISSN : en cours.

Tirage et vente du n°2 (mars 2003) : 390 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant).

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr Site Internet : <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

Le *Groupe CRI* est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite,

Le CRI des travailleurs n°3, avril 2003.

POUR METTRE EN ÉCHEC LA POLITIQUE HYPOCRITE ET RÉACTIONNAIRE DE CHIRAC-RAFFARIN, CONSTRUISONS NOS COMITÉS UNITAIRES POUR PRÉPARER LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Montée en puissance de la lutte de classe dans ce pays

La montée des luttes depuis le début de l'année le montre : les travailleurs de ce pays sont prêts au combat de classe. Depuis la victoire fondamentale des électriciens et gaziers, emportée sur le gouvernement qui voulait leur faire cautionner sa contre-réforme de leurs retraites (avec la complicité de la C.F.D.T. et de la direction de la C.G.T. majoritaire), nous assistons à une très importante montée en puissance des luttes. C'est vrai, bien sûr, du combat contre la guerre, qui a rassemblé des centaines de milliers de personnes au cours de nombreuses manifestations en février-mars, malgré le refus des organisations syndicales de mobiliser les travailleurs sur cette question (les cortèges C.G.T. et F.S.U. étaient squelettiques, F.O. n'est même pas descendue dans la rue), malgré le comportement lamentable de la direction du P.C.F. orientant l'indignation populaire dans l'illusion social-impérialiste de l'O.N.U. et de ses agences « humanitaires » (présentées comme le *sauveur suprême* !) et malgré le refus des appareils des organisations clairement anti-guerre (L.O., L.C.R., P.T., etc., cf. sur ce point notre dernier numéro) de s'investir réellement dans la construction de comités d'action unitaires qui auraient permis de décupler la mobilisation dans les usines, lycées, facultés et quartiers.

La volonté de combat des travailleurs se manifeste également dans les mobilisations contre la contre-réforme des retraites (contre les fonds de pension, pour le retour aux 37,5 annuités pour tous, pour l'abrogation de la loi Balladur de 1993...) : le 3 avril, plus de 500 000 salariés sont descendus dans les rues à l'appel de leurs organisations C.G.T., F.O., F.S.U., S.U.D., etc. Car c'est un fait : les tentatives récurrentes de la plupart des directions syndicales et des médias pour opposer et fractionner les travailleurs du public et du privé ; l'absence de la C.F.D.T. (à l'exception de certains syndicats comme le S.G.E.N. et de certaines fédérations comme l'équipement, qui se sont prononcés pour les 37,5 pour tous) ; le refus de la direction de la C.G.T. de

formuler clairement les revendications (cf. notre article p. 5) ; les ambiguïtés et la « prudence » des dirigeants syndicaux de tous bords... — tout cela n'a pas empêché que le nombre de manifestants soit largement supérieur à ce qu'il avait été le 1er février, qui avait pourtant été considéré alors comme un réel succès.

À ces mouvements généraux s'ajoute toute une série de luttes particulières, notamment le combat courageux, sciemment atomisé par les directions syndicales, passé sous silence par les médias en ces temps de focalisation sur l'Irak, des milliers de travailleurs victimes des plans de licenciements, de plus en plus nombreux au fur et à mesure que la France s'enfonce dans la crise économique commencée l'an passé. Cette crise, cachée par le gouvernement pendant des mois, est prise aujourd'hui comme prétexte pour mettre en œuvre, au service direct du patronat, et dans le cadre des critères de Maastricht, une politique de rigueur sans précédent depuis plusieurs années. Les contractuels du secteur public, en particulier les « emplois-jeunes » embauchés par le gouvernement « gauche plurielle » sur des contrats de droit privé de cinq ans non renouvelables, sont les premières victimes de cette politique commencée dès l'automne : leur important combat contre leur licenciement dans l'Éducation nationale, où il se relie directement à la lutte contre la casse du statut des surveillants (MI-SE), aurait pu servir de déclencheur à un mouvement d'ensemble dans l'Éducation, si les directions syndicales, à commencer par celle de la F.S.U. majoritaire, n'avaient pas atomisé les mobilisations en multipliant les journées d'action ponctuelles et purement symboliques, en refusant de clarifier les revendications, et en empêchant par tous les moyens la jonction du combat des emplois-jeunes et surveillants avec celui des personnels I.A.T.O.S.S. et enseignants, auxquels le besoin de postes supplémentaires et la défense du statut menacé d'éclatement par la contre-réforme P.S.-U.M.P. de la « décentralisation » apparaissent comme des exigences de plus en plus vitales. De leur côté, les cheminots et

les salariés du transport aérien poursuivent leur combat contre la privatisation accélérée de la S.N.C.F. et d'Air France, et prouvent régulièrement leur volonté de combat en organisant des grèves très suivies, comme le 18 mars et le 3 avril.

Politique hypocrite et réactionnaire de Chirac-Raffarin

Dès lors, comment comprendre que, malgré ces démonstrations de force des travailleurs, le gouvernement puisse encore affirmer sa volonté d'« aller jusqu'au bout » des contre-réformes (dixit Raffarin le 3 février), c'est-à-dire de poursuivre coûte que coûte la mise en œuvre de sa politique hypocrite et réactionnaire :

- Soutien de fait à l'agression impérialiste en Irak : Chirac et ses ministres (tout en continuant en toute discrétion leurs petites magouilles impérialistes plus ou moins meurtrières en Côte d'Ivoire ou en Centrafrique), autorisent le survol de la France par les bombardiers anglais et américains stationnés en Europe du Nord et ne cessent de rappeler qu'ils sont pour la victoire de leurs alliés anglo-américains, car ils partagent pleinement le but de leur intervention, même s'ils souhaitent, pour les propres intérêts impérialistes de la France, leur retour dans le cadre de l'ON.U. ;

- Mise en œuvre au pas de charge de la « décentralisation », qui a pour fonction d'accélérer le désengagement financier de l'État et de faire privatiser par les collectivités territoriales les services publics ainsi désargentés, mais aussi de casser les statuts et le caractère national des lois et garanties consignées dans le Code du travail, afin d'aggraver encore la concurrence entre les salariés, et de permettre ainsi au patronat une exploitation accrue pour augmenter ses profits ;

- Poursuite des privatisations déjà si bien réalisées ou préparées par les gouvernements précédents, notamment celui de la gauche plurielle, en conformité pleine et entière avec le calendrier maastrichtien servilement suivi jour après jour (la vente d'une partie du patrimoine immobilier de l'État venant compléter le tableau) ;

- Accélération de la casse de l'instruction publique, avec la mise en

œuvre par Ferry des contre-réformes scolaires d'Allegre-Lang, avec l'insuffisance de plus en plus criante du nombre de postes dans toutes les catégories de personnels, avec l'envoi massif des lycéens professionnels dans les entreprises (où ils travaillent d'ailleurs gratuitement) au lieu de leur assurer une formation réelle, avec l'application, université par université, de la contre-réforme « européenne » de Lang (casse des diplômes nationaux reconnus sur le marché du travail, de leur contenu disciplinaire et de l'indépendance des Universités à l'égard du patronat), etc.

- Application des lois Vaillant-Sarkozy qui permettent à la police et à la justice de faire la guerre aux jeunes, aux pauvres et aux libertés en général, le bruit des charters français et les cris des étrangers « sans-papiers » pourchassés et martyrisés par la police étant fort opportunément couverts par ceux des canons anglo-américains ;

- Adoption de la loi sur la réforme du mode de scrutin pour les élections européennes et régionales, dont le but est de permettre à l'U.M.P. de consolider ses pouvoirs à tous les niveaux pour se donner tous les moyens de mener à bien ses contre-réformes sur plusieurs années. Raffarin a imposé cette réforme par un passage en force, en utilisant l'article 49-3 de la Constitution, véritable coup d'État légal permettant au gouvernement de faire « adopter » une loi sans débat et sans vote à l'Assemblée ; en outre, concernant le point le plus contesté de cette réforme électorale (l'obligation d'atteindre le score de 10% des électeurs inscrits pour obtenir des élus), Raffarin a obtenu le soutien de fait du Conseil constitutionnel, puisque celui-ci n'a annulé cette disposition que pour des raisons de procédure, et non sur le fond ; le Premier ministre a donc annoncé sans attendre qu'il referait adopter sa mesure, en se contenant seulement de faire passer la barre de 10% des inscrits à 10% des exprimés, ce qui n'est pas beaucoup moins grave. Dans la logique des institutions de la Ve République, cela aggravera encore la bipolarisation de la « représentation » politique, constituant un grave recul pour les libertés démocratiques, pour le droit des partis politiques à exister, pour le droit des citoyens en général de se

prononcer en toute liberté et d'être représentés par les élus de leur choix.

Y a-t-il une autre solution que la grève générale ? Est-elle possible ?

Posons donc clairement la question : alors que, d'un côté, nous assistons à une accélération et à une aggravation indéniables de la politique de Chirac-Raffarin (même si elle ne fait que poursuivre celle de leurs prédécesseurs de gauche plurielle), et que, d'un autre côté, nous avons une résistance accrue et de plus en plus importante des travailleurs conscients, à commencer par les travailleurs organisés, que manque-t-il pour mettre en échec ce gouvernement, comme il le mérite de manière si manifeste, moins de neuf mois après son entrée en fonction ? Il manque des dirigeants, des responsables d'organisations syndicales et politiques qui aient une volonté claire et déterminée de faire réellement aboutir les revendications et de passer en conséquence à l'offensive contre ce gouvernement. Il manque des dirigeants qui n'aient rien à perdre dans l'engagement d'un véritable bras de fer avec Chirac-Raffarin, qui aient pour unique souci de réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations de combat sur la base de leurs revendications. C'est que la satisfaction de celles-ci passe par une rupture avec les choix accomplis par les gouvernements qui se succèdent au service du patronat et des spéculateurs, et qui, depuis des années, s'appuient sur la capitulation ou, au mieux, sur le manque de volonté des dirigeants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier.

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui dans ce pays, aussi bien pour poursuivre et relancer le combat contre la guerre entravé par les bureaucrates syndicaux timorés et dévoyé par les suppôts de tout poil de l'O.N.U. et de Chirac, que pour amplifier la mobilisation contre la casse des retraites, aussi bien pour aider les travailleurs licenciés à sauver leurs emplois que pour lutter contre les privatisations et la « décentralisation », ce n'est rien de moins que la lutte opiniâtre pour préparer réellement la grève générale. Seule la grève générale illimitée des travailleurs du public et du privé sera à même de porter un coup d'arrêt à la politique de ce

gouvernement, de le mettre en échec, de satisfaire nos revendications immédiates et urgentes. Pour cela, il ne faut pas attendre que les dirigeants des organisations syndicales et politiques, même celles dont le discours est parfois « radical », se mettent soudain à préparer réellement la grève générale. Il ne faut évidemment pas non plus prétendre décréter la grève sans avoir convaincu de sa nécessité, là où nous sommes, dans nos entreprises et nos établissements, une partie significative des travailleurs désireux de combattre pour leurs revendications collectivement définies. Toute grève se prépare, à plus forte raison la grève générale. Il est donc nécessaire que les militants des organisations et tous les travailleurs conscients, réunissent leurs collègues et camarades, qu'ils convoquent des assemblées générales pour définir leurs revendications et discuter de la situation sociale et politique d'ensemble, qu'ils constituent des comités d'action dans les lieux de travail, et qu'ils exigent, en assemblée générale comme dans les réunions et les instances de leurs organisations, que leurs dirigeants et responsables se mettent eux aussi à préparer activement la grève générale.

C'est sur cette ligne que les militants du *Groupe CRI* interviennent là où ils sont, dans leurs syndicats, dans les assemblées générales qu'ils contribuent à convoquer et préparer, dans les comités d'action (contre la guerre, pour la défense des retraites, etc.) qu'ils contribuent à constituer avec les militants combattifs d'autres organisations. Si tous les militants des organisations syndicales et politiques qui partagent réellement l'objectif de faire avancer les revendications en combattant jusqu'au bout ce gouvernement, intervenaient tous en ce sens (en se heurtant aux appareils capitulards ou timorés de leurs propres organisations), il est clair que, à partir de la montée des luttes qui a marqué les trois premiers mois de l'année, ce n'est pas seulement un nouveau « novembre-décembre 95 » qui deviendrait possible, mais bel et bien, de manière parfaitement *réaliste*, la grève générale reconductible, organisée, contrôlée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes.

Ludovic Wolfgang

LE 47^e CONGRÈS ACCÉLÈRE LA TRANSFORMATION DE LA PREMIÈRE CENTRALE EN « SYNDICAT DE PROPOSITION »

Le 47^e congrès de la C.G.T., qui s'est tenu à Montpellier du 23 au 28 mars, marque un pas de plus dans la transformation officielle de la principale centrale syndicale française en un « syndicat de proposition », c'est-à-dire en un « syndicat d'accompagnement » des mesures patronales et gouvernementales. Les orientations adoptées aux congrès précédents sont encore aggravées. Au 45^e congrès de décembre 1995, l'abandon de l'article 1^{er} des statuts confédéraux concernant « l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échange » avait officialisé, quatre ans après l'effondrement de l'U.R.S.S. et du stalinisme, le renoncement déjà très ancien de la C.G.T. au combat pour le socialisme, pour la transformation sociale anticapitaliste, en un mot pour la défense conséquente et réaliste des intérêts historiques de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Et, au 46^e congrès de février 1999, la C.G.T. s'était désaffiliée de la Fédération Syndicale Mondiale pour adhérer à la C.E.S. (Confédération Européenne des Syndicats), afin de bien montrer sa nouvelle orientation, son abandon du syndicalisme de contestation et de lutte de classe (fût-il d'orientation réformiste) — les promesses de Bernard Thibault (« nous ne perdrons pas notre identité ») ayant pour fonction de rassurer les délégués hésitants. En effet, la C.E.S. n'est rien d'autre qu'une institution de l'Union européenne, courroie de transmission des directives « sociales » réactionnaires et des privatisations. Ainsi prône-t-elle la participation des « syndicats » au maintien de la compétitivité des entreprises et fait-elle campagne pour des « services d'intérêt général », les « SIG », qu'elle conçoit comme pouvant être assurés aussi bien par des services publics... que par des entreprises privées ou mixtes. Elle étend ce concept à rien de moins que « la santé, la culture, l'éducation, les transports, les communications, l'information, l'énergie, l'eau, la sécurité alimentaire, l'environnement et le logement » (sic !). Elle a même co-rédigé en ce sens un projet de directive

européenne avec une organisation patronale européenne !

Application de la loi Aubry, intégration réussie dans la C.E.S.

Depuis le précédent congrès, cette nouvelle orientation de la C.G.T. s'est manifestée en particulier dans le refus de condamner la loi Aubry, adoptée avec la complicité des députés P.C.F., et qui n'a été qu'un instrument pour accroître la productivité des entreprises françaises en aggravant la flexibilité, en introduisant la déréglementation et l'annualisation du temps de travail, voire la baisse des salaires, sans d'ailleurs créer réellement des emplois. Bien évidemment, dans la pratique, des milliers de syndicalistes C.G.T. ont été aux avant-postes de la lutte contre l'application de la loi Aubry ; mais les dirigeants syndicaux ont tout fait pour qu'elle passe, allant, par exemple, jusqu'à contre-réformer avec le patronat la convention collective des travailleurs du textile, ou à combattre les mouvements de grève des travailleurs, notamment à la S.N.C.F. (rappelons que l'ex-ministre Gayssot et Bernard Thibault sont d'anciens dirigeants de la fédération C.G.T. des cheminots, majoritaire dans la profession).

En signe de reconnaissance de sa si « plaisante » orientation, c'est un dirigeant de la C.G.T. (Joël Decaillon) qui doit représenter maintenant les syndicats français au secrétariat de la C.E.S., où il doit remplacer... un dirigeant de la C.F.D.T. (Jean Lapeyre)... De fait, la direction de la C.G.T. s'efforce de faire de celle-ci une C.F.D.T. bis. Ainsi participe-t-elle au « Comité Intersyndical pour l'Épargne Salariale », dont la C.F.D.T. est l'autre pièce maîtresse, et qui a pour fonction très officielle d'accompagner « socialement », en coopération étroite avec des multinationales bien françaises comme AXA, et avec la bénédiction du présent gouvernement comme du précédent, la mise en place des fonds de pensions ; ces fameux fonds de pension dits hypocritement « à la française », que la loi Fabius de 2001 (votée avec la complicité des députés

P.C.F.), a commencé à introduire pour les salariés du privé de ce pays.

Quelle orientation sur les retraites ?

Dans la même ligne, le bilan du 47^e Congrès de la C.G.T. indique clairement le choix de la direction de renoncer dans les faits à la revendication du maintien des 37,5 annuités de cotisation pour tous, travailleurs du public comme du privé : le texte du congrès adopté à ce sujet semble avoir été écrit dans le but précis de ne surtout pas avancer clairement cette revendication, et les délégués, malgré la demande en ce sens de certains d'entre eux, n'ont pas eu le droit d'amender le texte pour le clarifier. En outre, il n'y a de fait aucun mandat contraignant la direction à agir réellement dans ce sens par tous les moyens. Or, de son côté, Bernard Thibault ne manque pas une occasion de tendre la main plus ou moins ouvertement à la C.F.D.T. qui, elle, conformément aux orientations et aux pressions considérables de la C.E.S., a clairement annoncé sa « revendication » de 40 annuités pour tous, en « échange » du maintien du droit à la retraite à 60 ans, et l'extension de ce droit à un âge plus précoce pour ceux qui ont cotisé 40 ans. Ainsi, dès le lendemain du congrès, à un journaliste qui lui demandait : « *Le retour à 37,5 annuités de cotisation est-il pour vous un objectif prioritaire ?* », le secrétaire général de la C.G.T. n'a-t-il pas hésité à répondre : « *Pour assurer le droit au départ à 60 ans, il faut rediscuter le mécanisme d'acquisition des droits. Autrement dit, on ne peut pas simplement se cantonner à une problématique 40 ans-37,5 ans* » (Le Monde du 31 mars). En outre, au cours de la même interview, il n'a pas exclu de se rallier, au nom de « l'équité », à un alignement de la durée de cotisation du public sur le privé.

Des méthodes antidémocratiques

La transformation en cours de la C.G.T. explique également que les méthodes utilisées par la direction pour cadenciser les débats aient été encore moins respectueuses de la

démocratie qu'elle ne l'étaient naguère. En effet, non seulement plusieurs délégués régulièrement élus par les syndicats de base ont vu leur mandat arbitrairement invalidé par les organisateurs, sans doute parce qu'ils étaient connus pour leur détermination à combattre les orientations de la direction (il s'est agi notamment de militants qui sont par ailleurs membres du P.T. ou de L.O.) ; mais en outre on relève plusieurs atteintes aux règles traditionnelles de la démocratie syndicale : le nombre de délégués pouvant s'exprimer lors de chaque séance plénière, soigneusement cloisonnée, a été limité *a priori*, et le principe de l'égalité du temps de parole n'a pas été respecté au nom des impératifs de l'ordre du jour ; les délégués n'ont pas eu le droit d'amender les textes proposés en séance plénière, seules les propositions de la commission des résolutions, non amendables, étant soumises au vote ; autrement dit, la direction, pour éviter que la discussion puisse aboutir à la modification de ses orientations, n'a pas hésité à recourir à une procédure de type « à prendre ou à laisser », peu éloigné, dans son esprit, de l'article 49-3 de la Constitution de la Ve République récemment utilisé par Raffarin (*cf. ci-dessus p. 4...*).

Pas de vrai bilan... quelles perspectives ?

Enfin, il faut souligner que la direction n'a donné que très peu d'éléments de bilan de l'activité générale de la confédération. Or, sans parler de l'abstention massive aux élections prud'homales, tout indique que la plupart des fédérations sont en recul, à cause notamment du comportement de leur direction au cours des dernières années. C'est le

cas en particulier des syndicats C.G.T. de la S.N.C.F. et d'Air France, qui ont subi une réelle érosion à cause de la politique d'application de la loi Aubry malgré les grèves et de privatisation menée par le ministre P.C.F. Jean-Claude Gayssot pendant cinq ans. Ce sera manifestement le cas aussi de la fédération de l'énergie, suite à la trahison de la direction C.G.T. lors du référendum sur la contre-réforme du régime de retraites à E.D.F.-G.D.F. (*cf. Le Cri des travailleurs* de février 2003). Les dirigeants de la C.G.T. ont ainsi une responsabilité majeure dans la constitution de syndicats minoritaires S.U.D., y compris, depuis quelque temps, par des militants C.G.T. écœurés, l'aggravation « gauchiste » de la division syndicale ne pouvant être que la conséquence de la capitulation des dirigeants majoritaires.

L'avenir de la C.G.T. dépend des militants attachés au syndicalisme de lutte de classe. Ces militants existent : c'est ce que montrent les 13% des délégués qui ont voté contre l'orientation générale de la direction (chiffre en nette hausse par rapport aux congrès précédents, et qui ne reflète que de manière déformée par les méthodes anti-démocratiques l'opposition croissante à la ligne liquidatrice de la direction parmi les syndiqués) ; c'est ce que montre également le fait que l'annonce de l'arrivée au congrès, comme invité, de François Chérèque, secrétaire général de la C.F.D.T., ait été huée par les délégués ; c'est ce que montrent aussi les 1 200 syndiqués qui ont signé l'appel lancé par les militants du P.T. « *La CGT n'est-elle pas en danger ?* » ; c'est ce que montrent surtout les milliers et les milliers de syndicalistes C.G.T. de base qui animent des syndicats de combat avec

le courage et la détermination nécessaires pour faire avancer les revendications par la lutte de classe...

Il revient aux militants communistes révolutionnaires d'aider ces syndicalistes à combattre l'orientation de leurs dirigeants, à se réapproprier leurs syndicats à tous les niveaux, à chasser les bureaucrates traîtres dès que c'est possible, et à garder le cap sur la ligne de la lutte de classe indépendante. En particulier, il est nécessaire d'aider ces militants à comprendre que le « syndicalisme d'accompagnement » ne peut être combattu seulement au nom d'un retour au syndicalisme purement « réformiste » (d'inspiration social-démocrate ou stalinienne) dont il est au contraire une sorte de continuation qualitativement différente, une sorte d'« adaptation » à l'époque de l'offensive sociale réactionnaire de la bourgeoisie et de ses contre-réformes. C'est au contraire dans la perspective de renouer avec le combat syndical anticapitaliste, de rétablir réellement l'objectif final de « *l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échange* », que les syndicalistes de lutte de classe pourront mener leur combat jusqu'au bout.

(Nous reviendrons dans un prochain article sur d'autres questions soulevées par ce congrès, notamment le « statut du travailleur salarié » et la réforme du mode de financement et de fonctionnement de la C.G.T. ; nous aborderons également le rôle majeur du P.C.F. dans cette évolution, dans le cadre d'un article sur le dernier congrès de ce parti, en cours à l'heure où ces lignes sont écrites.)

Paul Lanvin

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?

Vous vous retrouvez dans ce que nous écrivons dans ce journal, vous voulez en discuter ?

ALORS CONTACTEZ-NOUS !

(06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr)

DEMANDEZ NOTRE PROGRAMME CRI !

GUERRE EN IRAK

**POUR LA DÉFAITE DE L'AGRESSION IMPÉRIALISTE, VIVE LA
RÉSISTANCE ARMÉE DU PEUPLE IRAKIEN !**

Les intérêts impérialistes des États-Unis... et de la France

Depuis le début de la crise internationale qui a débouché sur la guerre, Bush aussi bien que Chirac, tout comme Blair, Schröder, Poutine, Aznar, etc., ont défendu et continuent de défendre leurs intérêts impérialistes, et en aucun cas l'intérêt des peuples. La famille Bush a assis sa fortune via des compagnies pétrolières texanes, le vice-président Dick Cheney était le patron de Halliburton (première société mondiale de services pétroliers), la conseillère pour la sécurité nationale Condoleezza Rice siégeait au conseil d'administration de Chevron, Spencer Abraham présidait une société de forages... Ces individus étaient donc les mieux placés pour défendre les intérêts pétroliers des États-Unis : on sait que l'Irak possède les deuxièmes réserves pétrolières du monde derrière l'Arabie Saoudite, 10,7%, soit 112 milliards de barils à des prix inférieurs à ceux de l'Arabie, entre 1 et 2 \$ le baril. Un brut de qualité dont les Big Oil US ne se sont jamais privées, même pendant l'embargo. En février 2003 encore, elles achetaient 75% des exportations autorisées par l'O.N.U. dans le cadre du programme humanitaro-hypocrite « *Pétrole contre nourriture* ».

En second lieu, il s'agit pour Bush et Blair d'imposer des régimes compradores dociles et de montrer que les peuples n'ont d'autre alternative que de se plier au talon de fer de l'impérialisme ou périr massacrés. Rappelons d'ailleurs que c'est exactement dans le même objectif que, hier, les mêmes impérialistes américains et anglais soutenaient Saddam Hussein : l'actuel secrétaire d'État aux affaires étrangères Donald Rumsfeld, chantre de la guerre aujourd'hui, était l'envoyé de Reagan en 1982 pour renouer les relations diplomatiques avec Bagdad et assister Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran. Et les forces spéciales du régime ont été formées par les Britanniques, ses officiers sont passés par les académies militaires occidentales...

Quant à Chirac, n'oublions pas que c'est lui qui a livré la technologie nucléaire à l'Irak dans les années 70, quand il était premier ministre de Giscard. À l'époque, Saddam Hussein était présenté comme un grand ami de la France. Aujourd'hui, Chirac et ses ministres auraient réalisés que c'est un dictateur dangereux qui massacre son

peuple et qu'il faut renverser. On nous rappelle le massacre de 5 000 Kurdes à Halabja en 1989 par Saddam Hussein, mais ce sont des avions français qui ont répandu des gaz allemands. Après avoir brandi la menace du veto, Chirac, qui a voté la résolution 1441, laisse les B 52 US survoler la France pour bombarder l'Irak, et ne perd pas une occasion de rappeler qu'il est l'allié des États-Unis, qu'il souhaite leur victoire rapide et qu'il leur portera assistance militairement si les Irakiens se défendent de manière trop efficace. Et tous les gouvernements successifs depuis 1991, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont jamais mis leur veto pour faire cesser l'embargo qui accable l'Irak, et qui a entraîné la mort de près de deux millions de personnes. Embargo qualifié de génocide par Denis Halliday, haut fonctionnaire démissionnaire de l'O.N.U., chargé de coordonner l'aide humanitaire en Irak.

La bataille interimpérialiste de la reconstruction a déjà commencé

La guerre est encore loin d'être achevée que, déjà, les intérêts impérialistes s'affrontent sur la question de l'après-guerre. La reconstruction, en particulier, c'est un marché de plus de 900 millions de dollars que Washington entend attribuer à des entreprises US. Le groupe de logistique International Resource Group a déjà signé un contrat de 7 millions \$. Une filiale de Halliburton (précisément la compagnie de Dick Cheney...) a été chargée d'éteindre les puits de pétrole en feu. Une société de Seattle a obtenu le contrat de gestion du port stratégique d'Oum Quasr, un marché de 4,8 millions \$. On comprend donc que Chirac, Schröder et même Blair préfèrent que la « reconstruction » soit confiée à l'O.N.U., afin d'obtenir une part de ces marchés prometteurs. Les Russes, quant à eux, se sont opposés à la guerre d'abord et avant tout parce que leurs entreprises détiennent la majorité des contrats en Irak, et ils comptent bien ne pas perdre leur part du gâteau. Le montant des accords signés pour le forage de puits, la livraison d'équipements et le développement de l'exploitation pétrolière s'élève à 4 milliards de dollars, et par ailleurs Bagdad doit 8 milliards de dollars à la Russie au titre d'anciens contrats militaires. Enfin, côté français, le MEDEF se positionne aussi, en constituant un groupe de travail avec Francis Mer, ministre

français de l'économie, pour préparer les sociétés françaises à gagner des contrats. En 2001, la France a exporté pour 660 millions d'euros de biens en Irak, dans le cadre du programme « *Pétrole contre nourriture* ».

Résistance du peuple irakien

Mais les jeux ne sont pas faits. 300 000 hommes ont été déployés dans la région, les armes les plus sophistiquées sont utilisées, mais tout ne se passe pas comme prévu. Bush et Blair disaient attendre un soulèvement des Chiites contre la dictature et affirmaient que les marines et les royal commandos seraient accueillis en libérateurs, mais, manifestement, malgré la confusion et l'intoxication de l'information, le peuple irakien s'oppose à l'invasion américaine et à toute perspective d'une administration étrangère directe aussi bien qu'à la mise en place d'un régime fantoche d'hommes de paille à la solde des Américains. Bush et Blair croyaient-ils que les Irakiens seraient dupes de leurs intentions ? Alors qu'ils ont imposé un embargo terrible et qu'ils ont utilisé des munitions avec 300 à 800 tonnes d'uranium appauvri (qui ont provoqué des malformations affreuses chez les bébés irakiens et des dizaines de milliers de cancers parmi les Irakiens, mais aussi chez les soldats américains, dont 10 000 en sont déjà morts depuis 1991) ? Alors qu'ils ont laissé le régime réprimer la révolte des Chiites dans un bain de sang en 1991 ? Les alliés anglo-américains seraient surpris par la résistance des Irakiens ? Mais ils n'ont pas cessé de marteler le danger que l'Irak représentait pour le monde avec ses armes de destruction massives ; or, pour l'instant, aucune de ces armes n'a été employée par les Irakiens et aucune preuve de leur existence n'a encore été apportée. Ce qui étonne l'armée US, en fait, c'est la détermination des Irakiens dans leur résistance, avec des armes on ne peut plus conventionnelles et limitées. Et ils s'offusquent des ruses irakiennes, alors qu'ils envahissent, bombardent, tuent... Comme toujours, les vainqueurs jugeront les crimes de guerre des perdants. Dans ces conditions, Bush accélère les opérations, appelle en renfort des troupes et du matériel supplémentaires et bombarde de plus en plus massivement pour étouffer toute tentative de rébellion. La puissance de feu américaine, sa brutalité et sa détermination sont telles qu'il pourra

aller jusqu'à raser l'Irak maison par maison.

Actualité du défaitisme révolutionnaire

Cependant, le cours de la guerre est loin d'être totalement déterminé, et beaucoup de scénarios restent envisageables. Comme nous l'indiquions dans notre dernier numéro, dans les questions internationales plus encore que dans les autres, la plupart des médias français ont pour règle « déontologique » numéro un de suivre le président de la République. Ainsi, après avoir fait un front unique pendant des semaines et des semaines derrière Chirac, Villepin, leur droit de veto et leurs propres buts impérialistes présentés sous les dehors hypocrites d'un combat pour la paix, les médias français, emboîtant le pas aux mêmes, nous expliquent maintenant, la larme de crocodile à l'œil, que, certes, ils auraient bien aimé que la guerre n'ait pas lieu, mais que bon, puisque maintenant elle a lieu, il faut que les troupes anglo-américaines emportent rapidement la victoire. Car, nous dit-on, cela permettra que les souffrances du peuple irakien soient le plus brèves possibles, nos grands « humanistes » oubliant en passant que, dans les faits,

l'ampleur des dégâts humains et matériels est au contraire en raison directe de la rapidité relative de la guerre.

À l'opposé des médiats impérialistes, les communistes révolutionnaires internationalistes font leur le mot d'ordre du « défaitisme révolutionnaire », adapté au cas présent. Ils affirment que tout coup porté aux armées d'invasion est un coup à l'impérialisme et renforce les peuples dans leur volonté de s'opposer aux diktats de Washington, Londres, Paris... Le cauchemar américain, c'est « la chute du faucon noir », l'enlèvement de Mogadiscio en 1993, qui pourrait se répéter en Irak à une échelle, pour un enjeu et avec une probabilité d'embrasement de la région nettement supérieurs. Même lorsque les combats de chars seront finis, la guérilla et l'opposition ne cesseront pas pour autant. L'armée américaine devra en fait réprimer à la place des sbires de Saddam Hussein. Et Washington devra soutenir à bout de bras les fractions irakiennes qui accepteraient d'accomplir le sale boulot. Bush est condamné à réussir ; s'il échoue, recule, s'enlise, ce serait pire que s'il n'y était pas allé. Ce serait non seulement un échec pour ses visées sur l'Irak, mais aussi un formidable encouragement aux

peuples du monde et particulièrement du Moyen-Orient à résister à l'impérialisme et à renverser les régimes dictatoriaux, les monarchies pétrolières ; et cela renforcerait aussi la lutte du peuple palestinien pour la satisfaction de ses droits nationaux et sociaux. Et justement, les médias occidentaux s'inquiètent de la difficulté pour les gouvernements arabes de contenir la colère de leur population. Que les Américains se pressent de réussir, sinon les pauvres Abdallah, Moubarak, les émirs et les princes devront faire leurs valises.

C'est dans cette perspective du soulèvement général des peuples du Moyen-Orient contre l'impérialisme et contre leurs propres gouvernements semi-féodaux et bourgeois (*cf. ci-après l'article de Laura Fonteyn*), que nous soutenons inconditionnellement la résistance armée du peuple irakien à l'envahisseur. Cette résistance nationale constitue, en effet, un moment décisif du long combat pour son émancipation sociale, qu'il va devoir recommencer à mener maintenant sans attendre, en relation avec tous les peuples de la région et les travailleurs du monde.

Marius Barberousse

SOULÈVEMENT DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT ET D'AFRIQUE DU NORD CONTRE LA GUERRE ET LE POUVOIR

Les peuples disent non à la guerre

Chaque jour, du Caire à Beyrouth, de Sanaa à Damas, de Tunis à Mascate, de la Cisjordanie à Gaza, les cris des manifestants retentissent pour exprimer la colère des peuples et la haine de la guerre. Les images des cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants irakiens, des blessés et des souffrances, ont ému et bouleversé les populations, mais aussi galvanisé les énergies. Partout dans le monde arabe, la protestation s'élève et s'organise. Des manifestations spontanées ont ainsi eu lieu dans de nombreuses villes. Elles s'inscrivent bien entendu dans le vaste mouvement international de lutte contre la guerre, mais elles revêtent dans le monde arabe une tournure et une signification politiques particulières. D'abord parce qu'elles ont lieu dans des pays où les régimes, traditionnellement et quotidiennement,

briment et brisent toute tentative de libre expression et de protestation ; à ce titre, elles représentent une mobilisation puissante et nouvelle. Ensuite parce qu'elles contribuent à remettre en cause ces régimes eux-mêmes, compromis avec les impérialistes occidentaux.

Les gouvernements arabes en place (monarchies, « républiques héréditaires », et autres régimes plus ou moins ouvertement militaires), dictatoriaux, corrompus et à la solde du gouvernement américain, soutiennent la coalition anglo-américaine, les uns ouvertement comme le Koweït ou le Qatar, d'autres de façon plus feutrée, pour ne pas heurter de front leurs opinions publiques, comme la Jordanie. « Pour soulager leur conscience, lit-on dans le journal *Al-Watan*, les dirigeants arabes se bornent à exprimer leurs regrets ». Abdallah de Jordanie, qui s'est largement aligné sur les positions

américaines, a ainsi appelé à manifester « de manière civilisée ». À ce mépris scandaleux, la population a répondu aux cris de « *Les forces américaines hors de Jordanie !* » Dans ce pays, à partir duquel opèrent les forces anglo-saxonnes, des missiles américains ont aussi fait des victimes civiles, ce que les militaires américains et les médias à leur suite qualifieront de « dommage collatéral ». Les Palestiniens, qui représentent la moitié de la population de Jordanie, ont dit leur solidarité avec le peuple irakien et leurs cousins de Palestine. À Gaza et en Cisjordanie, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés régulièrement, malgré le couvre-feu imposé par l'armée israélienne dans la plupart des villes. Ils ont dit non à la guerre et ont dénoncé la répression qui leur est sans cesse davantage infligée.

Les gouvernements bourgeois sioniste et arabes répriment les manifestants

De fait, la guerre en Irak et la focalisation des médias sur ce conflit permettent à l'armée sioniste d'intensifier ses raids meurtriers contre les Palestiniens, en toute impunité. Chaque jour, des Palestiniens, adultes ou enfants, sont assassinés. Incursions militaires, rafales de raids, obus de chars, carnages. En un mois, plus de cent Palestiniens ont été tués dans les Territoires occupés. Si la presse est brièvement revenue sur ce drame lorsqu'une étudiante américaine, Rachel Corrie, est morte à Rafah, écrasée par un bulldozer israélien alors qu'elle tentait de s'opposer à la destruction d'une maison, cette tragédie n'a pas fait revenir George Bush sur sa déclaration : « *Je suis convaincu qu'Ariel Sharon est un homme de paix* », ni les gouvernements occidentaux sur leur soutien à l'État sioniste. Certains partis, comme Moledet, dont des représentants siègent dans le gouvernement Sharon, ne cachent plus leur revendication de « transferts » des Palestiniens vers les États arabes, ce qui reviendrait à des déportations et à une véritable politique d'épuration. C'est pourquoi, dans bien des manifestations qui ont envahi les rues des villes arabes, le rejet de la guerre s'accompagnait de témoignages de solidarité à l'égard du peuple palestinien¹.

Dans tous les pays arabes, le pouvoir a tenté de réprimer violemment ces manifestations. Au Liban, les forces de l'ordre ont usé de matraques et de canons à eau, et ont fait plusieurs blessés. Au Caire en Égypte, où l'on n'avait pas vu de tels rassemblements depuis un quart de siècle, les manifestations ont été écrasées par des policiers en civil qui donnèrent coups de pied et coups de bâton à des manifestants jetés à terre.

¹ En mars 2002, au moment de l'offensive israélienne contre Jénine et les villes de Cisjordanie, de telles manifestations avaient déjà eu lieu dans nombre de villes arabes. Déjà, la répression avait été meurtrière : un mort en Égypte ; en Jordanie, un enfant de onze ans avait été tué, le crâne écrasé par la police. Dans l'État de Bahreïn, peu coutumier des mobilisations populaires, 20 000 manifestants avaient jeté des pierres contre l'ambassade américaine à Manama, en exigeant le retrait des troupes américaines de l'île. Des rassemblements avaient également eu lieu au Koweït, au Qatar et en Arabie saoudite.

En Algérie, les manifestations ont été interdites et celles qui ont eu lieu malgré tout ont été réprimées. Ailleurs, la police est intervenue brutalement avec des bombes lacrymogènes — à Bahreïn par exemple, des grenades lacrymogènes ont été lancées contre plusieurs centaines de jeunes qui voulaient s'approcher de l'ambassade des États-Unis. La répression a parfois tourné au meurtre. Au Yémen, les affrontements entre les manifestants et la police ont fait deux morts à Sanaa. Et jusqu'au Soudan, pays à majorité musulmane, où plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés : un jeune étudiant est mort à Khartoum, tué par balles.

Certains régimes ont d'ailleurs profité de la fragilisation de la situation engendrée par les préparatifs de guerre, puis par la guerre elle-même pour resserrer un peu plus leur étau dictatorial sur leur peuple. C'est le cas notamment du gouvernement syrien de Bachar El Assad, qui a mis fin à ce que l'on a pu appeler, de manière éphémère, le « printemps de Damas » : à la mort d'Hafez El Assad en juin 2000, un mouvement politique revendiquant des libertés démocratiques (retour à l'État de droit, pluripartisme, libération des prisonniers politiques...) avait vu le jour ; il est aujourd'hui réprimé, et certains militants sont jetés en prison, condamnés à de nombreuses années de détention. Dans ce pays, comme dans bien d'autres, le régime opprime et exploite le peuple (le taux de chômage brut par habitant est inférieur à 1 000 dollars). Pourtant, contre la guerre, la population n'a pas hésité à braver le pouvoir.

Le contenu social de ces soulèvements

Ces manifestations, quelle que soit leur forme, sont d'une importance sociale et politique extrême. Si les tenants d'un fondamentalisme religieux tentent souvent de les détourner de leur sens, le fanatisme et l'obscurantisme de certains groupes islamistes intégristes ne parviennent pas à masquer le contenu social de ces rassemblements. Ils signifient un rejet tout à la fois de l'impérialisme et des gouvernements bourgeois arabes qui peu ou prou le soutiennent. En Égypte par exemple, les manifestants ont clairement exprimé certaines revendications politiques, associées au combat contre la guerre impérialiste : la libération des détenus politiques et

la levée de l'état d'urgence. Dans les manifestations qui ont eu lieu au Caire, parmi les mots d'ordre scandés, on entendait celui-ci : « *Moubarak, ramasse tes chiens !* », une adresse directe au pouvoir honni (en certains endroits, des portraits du président égyptien Moubarak ont été arrachés). Ou encore : « *Égypte, réveille-toi, demain ton tour viendra.* » Car les populations prennent chaque jour davantage conscience du fait que, comme l'a déjà annoncé Donald Rumsfeld, le secrétaire américain aux affaires étrangères, et comme le martèlent des « rapports » d'« experts » américains, l'Irak n'est qu'une étape, un premier stade dans la volonté d'étendre l'emprise impérialiste américaine sur toute la région et d'en mâter les populations à coups de canons.

De nouvelles générations s'éveillent aujourd'hui à la politique et s'affrontent directement au pouvoir. Les peuples des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord font ainsi la démonstration de leur capacité de mobilisation. Toutes ces actions récentes constituent un pas important dans la lutte des peuples pour se libérer des impérialismes et des régimes en place qui colonisent pouvoirs et richesses.

Notre position

Bien sûr, les gouvernements occidentaux, quelle que soit leur couleur politique, en particulier les gouvernements français de gauche et de droite, soutiennent ces régimes et passent avec eux des contrats juteux de « coopération bilatérale », pour le pétrole et d'autres ressources comme pour la vente de biens d'équipement (notamment TotalFinaElf en Irak et en Algérie — où la loi de 1986 permet aux compagnies étrangères de réaliser des contrats de partage de la production pétrolière ; la France vient par ailleurs de faire du Yémen une « zone de solidarité prioritaire » qui lui permet de multiplier ce genre de contrats). Notre action de solidarité, à nous, travailleurs et jeunes, ici, en France, envers les peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord passe par la solidarité prolétarienne, par le combat inlassable contre nos propres gouvernements impérialistes et leurs institutions de brigandage international (F.M.I., O.N.U., U.E., etc.), par la dénonciation systématique des massacres des peuples irakien et palestinien, par l'exigence du retrait

des troupes impérialistes hors du Moyen-Orient.

Mais qu'est-ce que les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent proposer aux travailleurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ? Les faits l'ont montré depuis des décennies : les bourgeoisies arabes ne peuvent et ne veulent pas secouer le joug de l'impérialisme. Tout au contraire, les gouvernements de la région, qui représentent l'alliance des riches propriétaires fonciers et d'une bourgeoisie débile et corrompue, se comportent comme les valets de l'impérialisme, à commencer par l'impérialisme américain. C'est aux travailleurs, au prolétariat allié aux paysans et aux autres classes populaires, qu'il revient de mener jusqu'au bout le combat contre l'impérialisme et pour chasser les gouvernements locaux. Il reviendra au prolétariat de construire ses organisations de classe indépendantes et de mettre sur pieds un large front anti-impérialiste des masses

opprimées. Ce combat se heurte nécessairement aux classes dirigeantes de ces pays. Seuls les travailleurs organisés dans leurs syndicats et leurs partis de classe, en particulier dans un indispensable parti communiste révolutionnaire internationaliste, pourront chasser les troupes impérialistes, conquérir la souveraineté nationale pleine et entière, établir la véritable démocratie, réaliser l'indispensable réforme agraire, mettre en œuvre un plan d'instruction générale du peuple et de santé publique, etc. ; pour ce faire, le prolétariat devra s'attaquer en même temps aux capitalistes arabes, empêcher les privatisations, imposer le contrôle ouvrier sur l'industrie, arracher la satisfaction de leurs revendications sociales, et nationaliser de force toutes les entreprises des bourgeois qui s'opposeraient à la satisfaction réelle des revendications nationales, démocratiques et sociales. C'est dans cette perspective que le mot d'ordre de convocation d'une Assemblée nationale constituante

rassemblant les représentants élus, mandatés et révocables du peuple, doit être mis immédiatement en avant dans chaque pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, afin que le peuple — les paysans, les ouvriers, les salariés du secteur public, les intellectuels, les petits industriels, commerçants et artisans... — puisse décider lui-même la forme démocratique et le contenu social de la République dans chaque pays. La réalisation d'un tel programme, répondant aux aspirations immédiates des masses, poserait très concrètement la question d'une fédération socialiste des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, objectif que, tout en participant activement à chaque étape de la lutte réelle des masses, les communistes révolutionnaires internationalistes doivent populariser de manière patiente et systématique.

(Nous publierons le mois prochain un article particulier sur l'Algérie.)

Laura Fonteyn

BRÉSIL

TROIS MOIS APRÈS L'ENTRÉE EN FONCTION DE LULA ET DE SON GOUVERNEMENT, OÙ EN EST-ON ?

La terrible situation économique et sociale

La dette publique du Brésil (interne et externe) atteint 300 milliards de dollars, soit 80% du PIB. A titre de comparaison, la dette de l'Argentine n'avait atteint « que » 140 milliards de dollars, soit 52 % de son PIB, quand celle-ci s'est retrouvée en cessation de paiement en décembre 2001. La dette du Brésil croît plus vite que le PIB, dont le rythme de progression est en net ralentissement (0,5% en 2002 ; 1,2% en 2003 selon les prévisions). La chute du real (la monnaie brésilienne), le redémarrage corrélatif de l'inflation (36% en rythme annuel en novembre dernier), et la hausse en réaction de ses taux directeurs par la Banque centrale, aggravant le ralentissement de l'économie, rendent le problème de la dette encore plus aigu. Or, 41% de la dette arrive à échéance en 2003. Dans ces conditions, il semble clair que le calendrier de paiement ne pourra pas être respecté : Lula va devoir renégocier la dette, dont la plus grande partie est interne, c'est-à-dire due à

des capitalistes brésiliens. Les « investisseurs », dont certains ont déjà commencé à se retirer, ne consentiront pas de nouveaux prêts, si Lula ne réalise pas au plus vite les contre-réformes qu'exige le capital financier pour accroître ses profits : remise en cause du système de retraites des fonctionnaires, puis de celui du privé, coupes dans les budgets sociaux, baisse des impôts pour les patrons et les riches, etc.

À l'autre pôle de la société, près de 54 millions de Brésiliens sont touchés par la faim. La population pauvre vit dans des *favelas*, où il n'y a le plus souvent ni route bitumée, ni égouts, ni eau courante, ni hôpital. Elle doit elle-même s'organiser pour que des quartiers entiers ne tombent pas aux mains des trafiquants de drogues, que la police laisse agir en toute tranquillité. Des centaines de milliers de paysans sont privés de terre et ne peuvent travailler celles qu'ils occupent faute de matériel, alors que des centaines de milliers d'hectares sont en friches, dont beaucoup appartiennent à l'État. Les salaires des ouvriers sont en moyenne trois à

quatre fois inférieurs à ceux de leurs collègues des pays européens les plus riches... mais toujours trop élevés pour le capital assoiffé de profits.

Servir les travailleurs ou servir la bourgeoisie ? Les premières décisions de Lula et de son gouvernement

Dans ce face à face, Lula a choisi son camp depuis longtemps. Les premières mesures que son gouvernement vient de prendre ne font que le confirmer : prétextant la « situation » difficile, il a annoncé une coupe budgétaire de 3,8 milliards de dollars, qui ampute en particulier son déjà très modeste programme « *Faim Zéro* » de 34 millions de dollars ; il a confié la préparation de sa « réforme » des retraites au Conseil de développement économique et social, c'est-à-dire aux patrons et aux banquiers ; il a nommé H. Meirelles, l'ancien président de la banque Boston (l'une des plus grandes banques des États-Unis), et député du P.S.D.B. (parti de l'ancien président Cardoso) ; il refuse de céder les terres aux

paysans et de leur fournir le matériel nécessaire à leur travail ; Lula entend participer aux négociations de l'A.L.C.A. (Zone de Libre-Échange des Amériques), alors que la position du Parti des Travailleurs (P.T.) avait jusqu'ici toujours été de refuser purement et simplement ce traité.

Les premières mesures prises par Lula confirment entièrement l'analyse esquissée dans ces colonnes en février : le dirigeant du P.T. devenu président, *parce qu'il refuse de rompre avec la bourgeoisie*, n'a d'autre choix que de couper dans les budgets sociaux, de s'attaquer aux acquis des travailleurs brésiliens, et de s'efforcer de remettre aux calendes grecques la satisfaction des revendications des paysans sans terre. Loin de se résorber harmonieusement avec la grande victoire électorale du P.T. à l'automne dernier et l'arrivée au pouvoir de Lula, les contradictions s'accroissent. La situation du Brésil est à mettre en relation avec celle de la plupart des pays d'Amérique latine qui, à divers degrés, sont tous confrontés au même dilemme. L'appauvrissement terrible des masses argentines suite au traitement de la crise dans le cadre des diktats du capital le montre clairement : sans rupture avec les intérêts des capitalistes, la situation des travailleurs d'Amérique latine est sans issue. Le paiement de la dette et la satisfaction des besoins élémentaires des travailleurs du Brésil sont incompatibles. Citons ces chiffres éloquents : entre 1995 et 2002, la part des recettes du budget de l'Etat consacré au paiement des intérêts de la dette est passée de 24% à 55% ; dans le même temps, la part des recettes consacrée à l'éducation passait de 20% à 9% ! Le Brésil se trouve à un tournant : Lula parviendra-t-il, brisant la résistance des masses, à poursuivre la politique exigée par la bourgeoisie ? Ou bien les travailleurs, développant leur propre mobilisation et leur organisation, réussiront-ils, triomphant du gouvernement Lula, à établir leur propre pouvoir, seul moyen pour eux de rompre réellement avec le F.M.I., les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, pour satisfaire leurs revendications et leurs aspirations ?

Quelques remarques sur deux organisations « trotskystes »¹

¹ Faute de place, nous reportons à un prochain numéro la publication, annoncée dans le précédent, de notre article sur les organisations trotskystes allemandes. Que nos lecteurs veuillent bien nous en excuser. Le Cri des travailleurs n°3, avril 2003.

La réponse à cette question dépend en particulier de la construction d'une organisation communiste révolutionnaire internationaliste, sous une forme ou sous une autre. Pour commencer à poser quelques problèmes politiques liés à cette perspective, tenons-nous en ici à deux des nombreuses organisations brésiliennes qui se réclament de la IVe Internationale : d'une part, la plus importante d'entre elles, le courant *Démocratie socialiste* du P.T., organisation sœur de la L.C.R. française (d'origine « pabliste ») ; et, d'autre part, la plus petite de toutes, le courant *O'Trabalho* du P.T., organisation sœur du C.C.I.-P.T. de France (« lambertistes »).

« Démocratie Socialiste » participe au gouvernement de Lula

Le choix de la direction de *Démocratie Socialiste* (D.S.) de participer au gouvernement de Lula est une trahison des intérêts des masses opprimées. C'est du reste l'aboutissement logique de la politique qu'elle a menée depuis des années. Ainsi, D.S. a joué un rôle central dans le gouvernement P.T. de la mairie de Porto Alegre, qui a appliqué la politique exigée par le FMI, acceptant de payer la dette rubis sur l'ongle au lieu de tout faire pour mobiliser les masses contre cette prétendue dette qui n'est pas celle du peuple et qui a d'ailleurs, par le jeu des intérêts, été payée déjà plusieurs fois ; en conséquence, la mairie de Porto Alegre n'a pas construit les installations nécessaires à la population (égouts, hôpitaux, écoles, etc.), elle a privatisé des services publics, elle a rogné sur les salaires des fonctionnaires, etc. ; en un mot, elle a mené dans les faits une politique anti-ouvrière et anti-populaire, tout en prétendant faire cautionner celle-ci par la population et les organisations populaires, *via* l'escroquerie du « budget participatif », qui consiste à faire « choisir » par les habitants eux-mêmes les revendications auxquelles ils acceptent de renoncer pour payer la dette et les services publics à privatiser en priorité. Certes, la gestion d'une municipalité par une organisation qui se réclame de la classe ouvrière n'a rien de scandaleux en soi ; mais à condition de ne pas se faire le relais du F.M.I., de ne pas privatiser, de s'efforcer autant que possible de satisfaire les revendications qui relèvent de la compétence municipale

et surtout à condition d'utiliser la conquête de la mairie comme un point d'appui pour aider les masses à se mobiliser dans tout l'État et dans tout le pays pour la satisfaction de leurs exigences vitales, pour le non-paiement de la dette, pour la rupture avec la politique bourgeoise. Au lieu de cela, D.S. s'est comportée en « bon gestionnaire », en élève discipliné du F.M.I. et, au lieu de développer la lutte et la conscience de classe, elle s'est efforcée d'apprendre aux ouvriers et à la population à se résigner devant les diktats du capital et à leur sacrifier eux-mêmes leurs propres intérêts.

La participation de Miguel Rosetto, dirigeant de D.S., au gouvernement Lula, où il occupe le poste fondamental de ministre de la Réforme agraire, constitue un saut qualitatif dans la transformation de cette organisation en un appendice d'extrême gauche de la bourgeoisie, dans sa renonciation au programme de la IVe Internationale. Car, étant donné la composition du gouvernement Lula (qui compte des patrons, des propriétaires fonciers et des agents de l'impérialisme américain aux postes-clés, en particulier aux postes « économiques ») et compte tenu des choix politiques de Lula (paiement de la dette et mise en œuvre des contre-réformes exigées par le F.M.I.), cette participation de D.S. au gouvernement ne signifie rien d'autre que l'apport d'une caution « d'extrême gauche » à la mise en œuvre des contre-réformes et à l'endiguement de la mobilisation des masses, en particulier des paysans sans terre, dont Miguel Rosetto était un dirigeant important et reconnu.

D'ores et déjà, il y a des militants de D.S. — et des sections étrangères du Secrétariat Unifié — qui condamnent ce ralliement pur et simple à la bourgeoisie ; mais ils devront aller jusqu'à la rupture avec la direction de D.S. et du S.U. s'ils veulent poursuivre leur combat pour la construction d'une authentique organisation communiste révolutionnaire internationaliste.

« O Trabalho » plie sous la pression de l'appareil social-démocrate

O Trabalho (O.T.), considérant, avec un sens tout « lambertiste » de l'emphase et de l'inconsistance dans l'analyse concrète, que « *la révolution brésilienne a commencé* » avec la victoire électorale de Lula en novembre dernier, écrit dans un document *interne* préparatoire à son

congrès : « *Nous, militants de la IV^e Internationale (...) savons que cette issue [l'issue positive au mouvement de la classe ouvrière brésilienne qui vient de commencer, NDR] exige l'expropriation des moyens de production, pas seulement au Brésil mais dans tout le continent, y compris à l'échelle mondiale vers la République universelle des conseils* ». Bien, bien, cela ne mange pas de pain... Mais, au-delà des mots, est-ce cette idée qui oriente la politique réelle de O.T. ?

Lors de son intervention au directoire du P.T. (4 novembre 2002), où il représente O.T., Markus Sokol a affirmé : « *C'est pour cela [parce qu'il y a le P.T., la C.U.T. et des organisations populaires et étudiantes] qu'au delà des divergences entre nous — comme viennent de le rappeler Lula et Zé Dirceu —, il existe une issue possible pour le peuple travailleur et la nation brésilienne* ». Voilà qui est bien curieux : d'un côté, O.T. affirme à juste titre dans un document interne qu'il ne peut y avoir d'issue sans expropriation des moyens de production ; mais de l'autre, O.T. explique à Lula que leurs divergences sont somme toute secondaires... puisque tout le monde pense qu'il y a « une issue » ! Certes, mais quelle issue ? M. Sokol aurait-il peur de dire ce qu'il pense ? On comprend mieux la raison d'un tel comportement, puisque M. Sokol affirme ensuite : « *Nous avons devant nous une situation certainement difficile (...). Lula a raison de dire qu'il n'y aura pas de miracle.* » Ainsi, lorsque Lula dit qu'il n'y aura pas de miracle

prétendument à cause de la « situation » difficile, en fait pour essayer de faire passer la pilule de sa capitulation éhontée, le représentant de O.T., au lieu de souligner que, au contraire, tout est possible si l'on rompt avec le F.M.I., avec la bourgeoisie brésilienne et les propriétaires fonciers, emboîte le pas à Lula, qui s'efforce par ces phrases de tromper les masses, d'éteindre leur combativité, de les pousser au fatalisme et à la résignation. À vrai dire, à lire l'intervention de M. Sokol, personne ne se douterait que cet homme-là est un « révolutionnaire », et un « révolutionnaire » qui estime en outre que « *la révolution brésilienne a commencé* » ! Par exemple, des paysans sans terre ont déjà commencé à s'emparer eux-mêmes des terres des propriétaires fonciers, manifestant une certaine initiative révolutionnaire. O.T. évoque bien, dans sa déclaration du 29 octobre, le problème de la terre, avançant le mot d'ordre de « *la terre pour celui qui la travaille !* »... mais il ne dit pas un mot des moyens par lesquels les paysans pauvres pourront effectivement disposer des terres et des moyens de les cultiver. Faudrait-il donc inviter les masses à s'en remettre au gouvernement Lula pour voir leurs revendications essentielles satisfaites ? Quant à la question de la dette, M. Sokol, au lieu d'exiger de la direction du P.T. qu'elle rompe l'accord avec le F.M.I., incompatible avec les besoins des masses, se contente d'affirmer : « *Pensez-vous qu'il sera possible de satisfaire les revendications et en même temps de satisfaire aux accords avec le FMI ? Vous connaissez tous*

ma position ». Cette ligne de M. Sokol est une illustration parfaite de l'orientation lambertiste en général. Elle est ainsi résumée dans les propos concernant la situation brésilienne tenus par Daniel Gluckstein, dirigeant de la « IV^e Internationale » lambertiste, au journal *Le Monde* du 21 janvier 2003 : « *Le gouvernement de Lula est porteur de très grands espoirs et, en même temps, confronté à d'énormes pressions. Nous ne sommes ni des commentateurs ni des donneurs de leçons.* » Or, refuser de « donner des leçons » à Lula, est-ce autre chose que capituler soi-même devant « les pressions » — c'est-à-dire devant les pressions de l'appareil du P.T. ?

Bref, ici comme ailleurs, cette organisation a visiblement décidé de ranger bien soigneusement dans sa poche le drapeau de la révolution prolétarienne en attendant que la situation soit moins « difficile », tout en écrivant en interne quelques phrases « révolutionnaires » pour rassurer les militants sur la nature de leur organisation. Refusant de se dégager de la pression de l'appareil du P.T. et de la C.U.T., la section lambertiste brésilienne est incapable de s'orienter à partir de la situation objective et d'offrir ainsi aux masses le point d'appui leur permettant de dépasser leurs illusions et de construire l'organisation politique nécessaire à leur émancipation, une section de la IV^e Internationale fondée sur le marxisme révolutionnaire.

Antoni Mivani

HISTOIRE

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE ET SES ENSEIGNEMENTS (1918-1923) (TROISIÈME PARTIE)

Comme nous l'avons vu dans les deux précédents numéros, les quelques années qui séparent les premiers feux de la révolution allemande, fin 1918, et sa phase finale, en 1923, furent une période de mobilisation intense de la classe ouvrière, organisée d'abord en conseils dans les principales villes du pays, puis se soulevant dans des mouvements de grève générale, en particulier pour écraser le putsch de Kapp, soutenu par les militaires et les grands propriétaires fonciers, en mars 1920 ; ce fut également une époque où la social-démocratie fit à plusieurs

reprises la preuve de sa trahison vis-à-vis de la classe ouvrière et de la révolution, que ses dirigeants étouffèrent et contribuèrent à réprimer dans le sang ; enfin, ces années virent l'émergence d'un parti communiste (K.P.D.) puissant, combatif et organisé de façon démocratique — chaque responsable étant mandaté et révocable. L'année 1923 représente un concentré de tous ces éléments, un moment de luttes de classe d'une intensité extraordinaire et très riche d'enseignements.

L'occupation de la Ruhr et la crise économique

Au début de l'année 1923, les troupes françaises, sur ordre de Poincaré, viennent occuper la région de la Ruhr, bassin industriel essentiel à l'économie allemande, sous prétexte de faire payer à l'Allemagne les « réparations » de guerre. Aussitôt, le parti communiste allemand appelle les travailleurs à lutter sur deux fronts : contre l'impérialisme français, mais aussi contre leur propre bourgeoisie, qui les abuse en essayant de détourner

leur lutte ; il s'agit d'arracher la classe ouvrière allemande au nationalisme que le gouvernement tente de lui instiller pour mieux lui faire oublier ses intérêts de classe. On se souvient que, déjà, dans les années qui précéderont la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie allemande avait à toutes forces cherché à allumer une flamme nationaliste et chauvine chez les ouvriers allemands, afin de leur faire croire que leur espoir et leur salut se trouvaient dans le Reich et non dans leur lutte de classe internationaliste. En 1923, les ouvriers ont conscience que ce ne serait pas leur propre cause qu'ils défendraient en se déclarant solidaires de leurs patrons. La misère et le chômage règnent, l'inflation s'accroît dans des proportions gigantesques, et elle devient terrible avec l'occupation. En mai 1923 éclate une grève sauvage, spontanée, à l'occasion d'une nouvelle et brusque flambée des prix. La bourgeoisie allemande montre alors clairement sa duplicité, en s'adressant au gouvernement français pour que ses troupes d'occupation l'aident à réprimer la grève, un haut fonctionnaire allemand rappelant par exemple à un général français que, « lors du soulèvement de la Commune de Paris, le commandement allemand alla de son mieux au devant des besoins des autorités françaises agissant en vue de la répression ». Le cynisme ainsi affiché montre de manière éclatante l'alliance de classe des bourgeoisies nationales, par-delà les concurrences interimpérialistes, dès que leurs intérêts sont menacés par la mobilisation de la classe ouvrière de leur propre pays.

Au cours de l'année 1923, la crise sociale ne cesse de s'aggraver : la spéculation, la corruption à tous les niveaux triomphent, et l'on assiste à la dissolution de tous les garde-fous sociaux. La faillite du système s'étale au grand jour. La pauvreté, le chômage frappent de plein fouet la petite bourgeoisie et les travailleurs allemands. La classe ouvrière ne tarde pas à réagir à cette situation extrême. De nouveau, un mouvement de conseils ouvriers se développe, très rapidement, tout au long de l'année 1923, s'organisant par industrie et par ville, puis par districts et par régions. Des centuries prolétariennes sont mises sur pied pour l'autodéfense de la classe ouvrière. La situation est bel et bien pré-révolutionnaire.

Grèves massives et nouvelle trahison de la social-démocratie

En août 1923, un important mouvement de grèves spontanées a lieu dans de nombreuses usines du pays. La question brûlante est alors de savoir si les directions syndicales vont soutenir et appuyer ces grèves, qui ouvrent la perspective d'un renversement du gouvernement bourgeois de Cuno, et la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier. Mais les dirigeants sociaux-démocrates, pour beaucoup, craignent la grève, qui représente à leurs yeux le désordre et l'anarchie. Une fois de plus, la social-démocratie rejette l'alliance avec les communistes et met fin aux grèves, en passant un accord avec la bourgeoisie pour des réformes ponctuelles (mesures fiscales contre les grandes sociétés et renforcement de la surveillance des groupes d'extrême droite). Le parti communiste, qui soutient les grèves et s'est fait, depuis 1921, le champion de la lutte pour le front unique ouvrier, pour un gouvernement ouvrier de rupture avec la bourgeoisie, est le seul parti à se renforcer malgré la terrible crise qui touche toute la population.

La préparation de l'insurrection

Les dirigeants soviétiques estiment que l'insurrection est à l'ordre du jour. Dans un enthousiasme qui gagne la masse de la population soviétique, ils préparent activement la prochaine étape de la révolution socialiste, la révolution allemande, qui doit briser l'isolement de l'U.R.S.S. On le sait, Lénine n'a cessé de répéter que la révolution devait absolument s'étendre au-delà de la Russie, le socialisme ne pouvant être réalisé dans un seul pays, d'autant que l'U.R.S.S., arriérée économiquement, ne pouvait relever à elle seule ce défi — principes marxistes et internationalistes qui seront bafoués et piétinés par Staline. Pour Lénine, Trotsky et tous les communistes de l'époque, l'Allemagne, étant donné la puissance et l'organisation de sa classe ouvrière, est le maillon principal à partir duquel le socialisme pourra s'étendre en Europe et au-delà. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait. La population et le gouvernement soviétiques accumulent des réserves d'or et de céréales à l'intention des travailleurs allemands, des stocks d'armes sont préparés, et des cadres communistes russes sont envoyés en Allemagne. Les travailleurs

soviétiques sont pleinement mobilisés dans la préparation de l'insurrection. Côté allemand, le parti communiste entier est sur le pied de guerre, chacun de ses membres s'entraîne militairement ; on fabrique clandestinement armes et munitions ; un plan stratégique précis est arrêté pour la prise du pouvoir. Conformément à la tactique du front unique ouvrier, les communistes constituent avec les sociaux-démocrates un gouvernement « de défense républicaine et prolétarienne » dans les Länder de Saxe et de Thuringe. Tout semble être prêt pour une puissante insurrection.

La révolution trahie par la social-démocratie

Mais une fois de plus, les sociaux-démocrates vont dresser un obstacle décisif contre la révolution ouvrière allemande. Tout se joue alors à Chemnitz, en novembre, lors de la conférence des conseils d'usine. Brandler, un ancien ouvrier maçon qui dirige alors le parti communiste, lance la proposition de grève générale. Mais les sociaux-démocrates, y compris les sociaux-démocrates de gauche, sur lesquels les communistes comptaient pour mettre en minorité les sociaux-démocrates de droite, refusent d'appeler à la grève. Après s'en être ainsi remis à des sociaux-démocrates contestataires, mais incapables de rompre réellement avec la social-trahison, Brandler, décontenancé, retire sa motion, et en propose une autre, dilatoire : la création d'une commission paritaire qui réfléchirait au problème de la grève générale. C'est reporter la révolution aux calendes grecques ! Tout le plan communiste d'insurrection est brutalement bloqué. C'est la retraite sans combat, sauf à Hambourg, où les communistes, ignorant l'échec de Chemnitz, lancent l'insurrection, réprimée dans le sang (on compte vingt-et-une victimes parmi les insurgés). Le général Von Seeckt, en vertu de l'état de siège, interdit toute grève à Berlin. Les troupes de la Reichswehr entrent en Saxe et expulsent les dirigeants communistes du gouvernement du Land.

Analyse d'un échec

Certes, la capitulation de Brandler (qui sera remplacé à la tête du parti par Remmele et Thaelmann, lequel deviendra par la suite l'exécutant fidèle des directives de Staline) devant

les sociaux-démocrates, est une erreur politique. Mais il serait simpliste d'accabler, comme l'ont fait entre autres Zinoviev, Kamenev et Staline, un seul homme pour lui faire porter le poids de cet échec et ainsi mieux se dédouaner de leurs propres défaillances. La responsabilité fut celle de la direction du K.P.D. et surtout de l'Internationale. Les dirigeants communistes se sont en effet souvent montrés hésitants, peu aptes à apprécier avec précision les changements rapides de la situation objective au cours de ces mois décisifs de 1923. Ainsi la grève spontanée contre le gouvernement Cuno en août 1923 avait-elle pris de cours Zinoviev et les dirigeants de l'I.C., qui se mirent alors brutalement, fiévreusement, à organiser l'insurrection, alors que celle-ci aurait dû être préparée longuement, patiemment, méthodiquement, dans la lutte de classe quotidienne d'une année 1923 particulièrement riche en combats de classe du prolétariat. Au moment de la conférence de Chemnitz, l'armement que possédait le parti communiste à lui seul était trop faible pour une insurrection à l'échelle nationale. Pour que réussisse le mouvement révolutionnaire, les communistes

avaient un besoin vital de l'alliance et des forces des sociaux-démocrates de gauche : ceux-ci ont préféré rester dans le camp du capitalisme, en refusant de l'affronter à un moment pourtant crucial de l'histoire de la classe ouvrière allemande, mobilisée et prête au combat. Ce repli contre-révolutionnaire n'était que l'aboutissement d'une longue série de trahisons de la social-démocratie, qui à plusieurs reprises avait fait alliance avec la bourgeoisie, y compris en entrant dans des gouvernements bourgeois et en les dirigeant, pour réduire le mouvement révolutionnaire, jusqu'à se rendre complice de l'assassinat de nombreux militants, dont Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en janvier 1919.

Plus généralement, cet échec de la révolution allemande pose le problème de l'organisation même du parti : les spartakistes s'étaient longtemps opposés à une conception bolchevique d'un parti fondé sur le centralisme démocratique (liberté totale dans la discussion, unité et discipline dans l'action). Un certain fatalisme, la croyance spontanéiste selon laquelle la révolution aurait lieu quelle que soit la politique du parti, des hésitations dans les moments décisifs ont empêché les

dirigeants d'avoir une estimation juste de la situation. Le K.P.D. était doté de cadres dévoués, désintéressés et courageux, mais peu capables d'analyser la situation par eux-mêmes, s'en remettant souvent aux dirigeants de l'Internationale, à cette époque Zinoviev et Kamenev. Cet état d'esprit faisait dire à Karl Radek que le K.P.D. était un excellent parti ouvrier mais pas un parti communiste. Ses dirigeants, en effet, se montraient incapables de s'orienter clairement dans une situation concrète et, comme Lénine aimait à le dire, d'« *entendre le blé pousser* ».

Après l'« octobre allemand », le K.P.D. est interdit, de nombreux militants sont arrêtés, et la reconstruction sera rude. Désormais, la politique du parti communiste allemand s'alignera sur celle de Moscou et de Staline.

(Fin.)

Laura Fonteyn

Source : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Éd. de Minuit, 1971.

Dans la rubrique historique des prochains numéros du *Cri des travailleurs*, nous publierons une série d'articles consacrés aux *problèmes de la révolution chinoise*.

TRIBUNE LIBRE D'UNE LECTRICE

UN FILM À VOIR : *Un coupable idéal*, film français de Jean Xavier Lestrade, oscar du meilleur documentaire 2002

Jacksonville, Floride. Brenton Butler, un jeune Noir de quinze ans, timide et sans histoire, est arrêté par la police qui l'accuse du meurtre d'une touriste américaine abattue d'une balle en pleine tête. Brenton est brutalement enfermé, coupé de sa famille, et risque la prison à vie. Parce qu'il est noir. Parce que la police a extorqué ses « aveux ». le jour même du drame, en l'emmenant dans un bois et en le frappant violemment à plusieurs reprises pour lui faire signer n'importe quoi. Parce que les médias, qui se sont rapidement rendus sur le lieu du crime, attendaient un coupable, et que la police est ravie de le leur livrer sur un plateau, sans volonté aucune de pousser plus loin l'investigation, et même si Brenton clame son innocence. Le documentaire de Jean-Xavier de Lestrade montre de façon implacable, *Le Cri des travailleurs* n°3, avril 2003.

sans pathos incongru, le fonctionnement de la police et de la justice américaines, largement dominées par le racisme. Le film démonte pièce par pièce le déroulement de l'enquête, en filmant méticuleusement le travail des deux avocats de Brenton. Les séquences du procès alternent avec des scènes de reconstitution et d'autres au cours desquelles les avocats du jeune homme expliquent leur méthode dans des mots simples, sans fioriture. Il s'agit de déjouer les agissements et les mensonges de la police, et pour cela de faire apparaître au grand jour toutes les lacunes de l'enquête, le racisme qui a animé les policiers à l'égard de cet adolescent, enfin l'usage qu'ils font régulièrement de la violence pour extorquer des aveux coûte que coûte.

Défaillances de l'enquête : la police s'est contentée des affirmations du seul témoin oculaire du crime, le mari de la victime, qui s'empêtre dans ses contradictions lors de l'audience, en voulant absolument faire de ce jeune Noir l'assassin de sa femme. Les policiers tenaient leur coupable, ils ne se sont pas posé de questions. « *Vu qu'on n'avait rien d'autre* », déclare incidemment et cyniquement un policier. « *Combien de personnes avez-vous interrogées ?* », demande l'avocat au policier en charge de l'enquête. La réponse tombe sans commentaire : la seule personne interrogée a été Brenton. Racisme : « *les nègres comme toi me rendent malade* », hurle un policier lors de l'interrogatoire de Brenton. Brutalité, harcèlement et violence : des photographies montrent clairement le

visage tuméfié du jeune homme quelques heures après son interrogatoire ; un policier — « *un gars dont la spécialité est d'arracher les aveux* » — l'a frappé à l'estomac et au visage. Mais la police n'est pas seule en cause : Brenton Butler est traîné, humilié, devant la cour de justice, pieds et poings liés, parce que le ministère public s'est contenté de cette enquête bâclée et d'un papier signé par l'accusé. L'acharnement de l'avocate générale à voir le jeune homme condamné témoigne aussi des failles de la justice américaine, et de l'indifférence à condamner un Noir ou un autre, du moment qu'il est noir.

La force de ce documentaire tient dans sa démonstration impeccable, qui se détourne de tout habillage larmoyant et de toute mise en scène spectaculaire. S'il tient en haleine le spectateur, ce n'est pas par des effets de manche mais précisément par la

conviction qui le nourrit : Brenton est innocent et il faut le prouver. Le film montre le courage d'une famille noire frappée par l'injustice, mais qui résiste avec dignité et confiance, et l'ardeur de deux avocats à dénoncer le fonctionnement d'un système raciste. Même si le documentaire ne reprend pas à son compte les méthodes cinématographiques qu'un film hollywoodien classique pourrait exploiter sur le sujet (suspense, dramatisation...), le spectateur se trouve réellement plongé dans l'insoutenable attente du verdict, attente qui ne dure pourtant pour lui que quelques instants — du fait du montage —, à comparer aux quarante-cinq minutes de délibération qui furent autant de moments de souffrance pour Brenton et ses proches.

Cette fois, le jury donne finalement raison aux défenseurs de Brenton, en raison de leur puissance de conviction.

Mais combien d'autres innocents ont été injustement condamnés en raison de la couleur de leur peau ? Chaque instant du film a montré le déchaînement de violence qui se déploie quotidiennement dans les commissariats de police à l'égard des suspects « de couleur ».

Mais cette situation diffère-t-elle profondément de ce qui se passe chaque jour, ici, en France, avec les contrôles d'identité au faciès dans le métro ou dans les rues, avec l'interdiction faite désormais aux jeunes de se rassembler au pied de leurs immeubles, avec la chasse aux « sans-papiers » expulsés par charter, ou encore dans les commissariats où les « bavures » ne sont pas rares ?

Stéphanie

CHAQUE MOIS, ACHETEZ, LISEZ, DIFFUSEZ, CONTRIBUEZ À AMÉLIORER
par vos remarques, vos critiques, vos propositions d'articles

Le CRI des travailleurs

VOUS AUSSI, ADRESSEZ-NOUS VOS TRIBUNES LIBRES !

CENTRAFRIQUE

APRÈS DES ANNÉES DE BONS ET LOYAUX SERVICES, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS LÂCHE LE DICTATEUR PATASSÉ

Fin de règne pour Ange-Félix Patassé, l'ancien dictateur de République Centrafricaine. Le 16 mars, alors qu'il revenait d'un sommet régional à Niamey (Niger), Patassé n'a pas pu atterrir à Bangui, la capitale, prise par les troupes de l'ex-chef d'état-major François Bozizé, et a dû se réfugier au Cameroun, puis au Togo, où il rêve déjà de rassembler des forces pour revenir, sans beaucoup d'espairs.

Ancien ministre puis chef de gouvernement de l'« empereur »

Bokassa, grand ami de l'impérialisme français en général, et du président Giscard d'Estaing en particulier, dans les années 70, Patassé s'était pourtant efforcé de maintenir une apparence de légalité. Premier président élu de Centrafrique en 1993, puis réélu en 1999, il prévoyait encore avant sa destitution d'entamer un « dialogue national » avec ses opposants politiques et militaires. Mais c'est bien une dictature féroce qui a régné en Centrafrique pendant 10 ans, avec des conséquences sociales terribles : deux

tiers des Centrafricains vivent au-dessous du seuil officiel de pauvreté, 20 000 fonctionnaires cumulent 30 mois d'arriérés de salaire. Les enseignants du public étaient d'ailleurs en grève depuis octobre 2002 (grève illimitée depuis janvier), un temps rejoints par leurs collègues du privé par solidarité, pour réclamer le paiement de ces arriérés, malgré les intimidations policières. Pendant dix ans, les méthodes de répression du régime contre les rébellions militaires ou les révoltes populaires ont été

SOMMAIRE :

Qui sommes-nous ? (p. 2)

France :

Pour mettre en échec la politique de Chirac-Raffarin, préparons la grève générale ! (p. 3-4)
Après le 47^e Congrès, où va la C.G.T. ? (p. 5-6)

Monde :

Guerre en Irak : pour la défaite de l'impérialisme, vive la résistance armée du peuple irakien ! (p. 7)

Moyen-Orient : Le soulèvement des peuples contre la guerre et le pouvoir (p. 8-10)

Brésil : Trois mois après l'entrée en fonction de Lula, où en est-on ? (p. 10-12)

Centrafrique : La France lâche Patassé (p. 16)

Histoire :

La révolution allemande (1918-1923) (p. 13-14)

Un film à voir :

Un coupable idéal, de Jean-Xavier Lestrade (p. 15)

soutenues par l'armée française, jusqu'à son retrait officiel en 1998, puis par l'armée libyenne. Dernièrement, Patassé avait fait appel aux troupes de Jean-Pierre Bemba, seigneur de guerre rebelle du « Congo démocratique », ainsi qu'aux milices du barbouze français, le capitaine Paul Barril. En face, contrôlant le nord et le nord-ouest du pays depuis le putsch manqué d'octobre dernier, les troupes de Bozizé, avec le soutien de mercenaires tchadiens, menaient le combat. De graves exactions ont été perpétrées des deux côtés. Les pillages et les exécutions sommaires continuent depuis la prise de la capitale par Bozizé, rentré de son exil en France, et son auto-proclamation à la tête de l'État. La « force de paix » de la C.E.M.A.C. (Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale, l'organisation des États de la région) s'est montrée dépassée et n'a pas assuré la protection du régime Patassé dont elle était chargée ; la France quant à elle, après une très

formelle condamnation des violences, a envoyé une centaine de parachutistes, officiellement pour protéger ses ressortissants.

Patassé semble avoir été lâché, aussi bien par les chefs d'États voisins que par l'impérialisme français. Après des années passées au service du paiement de la dette, provoquant la ruine du pays, son régime, victime de mutineries à répétition, n'inspire plus la confiance des investisseurs occidentaux, qui notent sévèrement la République Centrafricaine quant au « risque pays », échelle mesurant la servilité des gouvernants à garantir les retours sur investissement. Alors qu'il critique toujours l'unilatéralisme américain en Irak, le gouvernement français semble cette fois avoir les coudées franches pour intervenir dans son pré carré de l'Afrique francophone, les ressources de Centrafrique (diamant et bois) paraissant moins appétissantes pour les autres impérialismes que celles de Côte d'Ivoire. Toutefois, la

bienveillance française quant à l'installation d'un régime ami du Tchad à Bangui ne pourra qu'être bénéfique quand il s'agira d'exploiter les champs pétrolifères à la frontière des deux pays.

En France, on ne peut qu'exiger l'arrêt de toute ingérence française en Centrafrique comme sur l'ensemble du continent. Quant au peuple centrafricain, il est clair qu'il n'a rien à attendre du régime du nouveau dictateur en puissance, déjà inféodé à l'impérialisme français, qu'est Bozizé. Seule l'organisation indépendante des travailleurs et leur lutte contre les propriétaires fonciers, les bourgeois compradores et l'État semi-féodal et dictatorial, permettra de chasser l'impérialisme, de refuser le paiement de la prétendue « dette » qui les étouffe, de réaliser la réforme agraire et d'avancer de manière décisive vers la satisfaction de leurs revendications démocratiques et sociales.

Frédéric Traille